



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNALES DU CONCOURS

Accès au corps des attachés
de la DGSE

Épreuve d'admissibilité :
spécialité géopolitique



Session 2023



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

3^{ème} épreuve d'admissibilité

Spécialité : rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».

Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.



Durée : 4 heures - coefficient 8

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU CORPS DES ATTACHÉS**

SESSION 2023

Epreuve d'admissibilité :

Spécialité : rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique

Épreuve consistant à répondre à une série de questions portant sur la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ». Il est demandé au candidat de démontrer les étapes de son raisonnement en exploitant les documents du dossier comprenant dix pages maximum et en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Durée : 4 heures ; coefficient 8

Barème :

Chaque question sera évaluée sur 3 points et 2 points seront consacrés à la qualité rédactionnelle (syntaxe, structuration, orthographe).

Questions :

A l'aide de vos connaissances personnelles et des documents du dossier, vous répondrez à l'ensemble des questions suivantes :

- 1) La politique africaine de la France.
- 2) Assiste-t-on à la fin des conflits dans le Caucase ?
- 3) L'islam politique est-il en déclin ?
- 4) Un modèle autocratique peut-il être séduisant ?
- 5) Cynisme, lâcheté ou réalpolitik : comment expliquer la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe ?
- 6) Assiste-t-on à de nouveaux rapports de forces monétaires au plan international allant vers une dédollarisation ?

SOMMAIRE

Document 1 (page 1)

« Afrique : Emmanuel Macron veut bâtir un nouveau modèle de partenariat militaire ».

Source : Communiqué du ministère des Armées, 27 février 2023.

Document 2 (page 2)

L'Arabie Saoudite, au centre de la paix des autocrates du Moyen-Orient.

Source : Le Monde - Hélène Sallon (Beyrouth) et Benjamin Barthe (Paris) - 19 mai 2023 (modifié le 20 mai 2023).

Document 3 (page 7)

« En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le crépuscule de l'islam politique ? »

Source : Le Figaro - Gilles Kepel - 5 mai 2023.

Document 4 (page 9)

Un contexte géopolitique favorable à la mutation du système monétaire (et financier) international : vers un modèle bipolaire ?

Source : Interview - 12 septembre 2023 - Le point de vue de Pierre Jaillet

Document 1

« Afrique : Emmanuel Macron veut bâtir un nouveau modèle de partenariat militaire »
Communiqué du ministère des Armées, 27 février 2023.

À deux jours de son déplacement au Gabon, en Angola, au Congo et en République démocratique du Congo, Emmanuel Macron a présenté ce lundi la stratégie qu'il entend mettre en place en Afrique dans les quatre ans à venir. Objectif de cette nouvelle stratégie : « *Bâtir une nouvelle relation responsable, équilibrée et réciproque* » avec le continent, et ce sur plusieurs plans.

Concernant le volet militaire, le chef de l'État souhaite mettre en place « *un nouveau modèle de partenariat* ». Celui-ci implique notamment de repenser le concept des bases militaires tel qu'il existe aujourd'hui. Afin que ces bases puissent « *changer de physionomie et d'empreinte* », elles seront transformées pour « *certaines en académies* », pour d'autres en « *bases conjointes* ».

Selon Emmanuel Macron, « *cette africanisation et cette mutualisation* » passent par deux axes :

- « *Une réduction visible des effectifs français et l'augmentation des effectifs de nos partenaires africains* » ;
- « *Une augmentation de l'offre de formation, d'accompagnement et d'équipements au meilleur niveau* ».

Pour mettre en place ce nouveau partenariat, le chef de l'Etat dit attendre les propositions des partenaires africains de la France.

Pour rappel, les principales bases militaires permanentes françaises en Afrique sont situées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon. Par ailleurs, environ 3 000 militaires sont actuellement déployés dans la région du Sahel. À noter que la base de Djibouti, qui relève de la zone indo-pacifique, n'est pas concernée.

Document 2

L'Arabie Saoudite, au centre de la paix des autocrates du Moyen-Orient

Par Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante) et Benjamin Barthe (à Paris) Publié le 19 mai 2023 à 18h32, modifié le 20 mai 2023 à 15h22 (Le Monde)

Enquête - Le sommet de la Ligue arabe, organisé vendredi à Djedda, en Arabie saoudite, en présence de Bachar

Al-Assad, pour la première fois depuis douze ans, met en lumière le projet de recomposition régionale mené par le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman.

Bachar Al-Assad a repris place sur la scène diplomatique arabe. Vendredi 19 mai, le président syrien a siégé parmi ses pairs à Djedda, en Arabie saoudite, au sommet des chefs d'Etat de la Ligue arabe. Il avait été exclu de l'organisation, en novembre 2011, en raison de son rôle dans la sanglante répression du soulèvement syrien. Durant les douze années qui ont suivi, les atrocités perpétrées par le régime d'Al-Assad et ses alliés ont fait des centaines de milliers de morts, et poussé à l'exil ou déplacé la moitié des 22 millions d'habitants du pays. Mais, à Djedda, le fossoyeur des espoirs de liberté du peuple syrien n'a eu aucun compte à rendre. Ses ennemis d'hier ont tourné la page de la guerre sans ciller ou presque, comme si l'écrasement d'Alep sous les bombes barils et le massacre au gaz sarin de la Ghouta, dans la banlieue de Damas, n'avaient pas eu lieu.

Derrière ce revirement, on trouve l'impétueux Mohammed Ben Salman, prince héritier d'Arabie saoudite. En plus de s'atteler à deux énormes chantiers - l'un, économique, visant à guérir le royaume de son addiction à la rente pétrolière, et l'autre, social, pour l'affranchir de l'emprise des fondamentalistes wahhabites -, le trentenaire s'est lancé dans de grandes manœuvres diplomatiques, avec pour objectif la réorganisation du Moyen-Orient.

Adeptes du chamboule-tout, mêlant opportunisme et pragmatisme, « MBS », comme on le surnomme, avait déjà renoué ces deux dernières années avec la Turquie et le Qatar, deux pays avec lesquels les relations étaient devenues exécrables, entraînant dans son sillage les Emirats arabes unis (EAU), l'Égypte et Bahreïn. Et, le 10 mars, deux mois avant la réintégration de Damas dans le concert arabe, l'homme fort de la couronne saoudienne a signé un accord de détente avec l'Iran, éternel concurrent de l'Arabie dans la course à la suprématie régionale. Cet arrangement pourrait faciliter les négociations entre Riyad et les rebelles houthistes du Yémen, en guerre depuis 2015.

Rupture avec la « pax americana »

« La normalisation avec Assad est un élément d'une stratégie régionale axée sur la réduction des tensions, le développement économique et une nouvelle approche vis-à-vis de l'Iran, qui associe diplomatie et endiguement », analyse Anna Jacobs, experte du Golfe au centre de réflexion International Crisis Group. Mohammed Ben Salman, qui a allumé ou avivé toute une série de crises ces dix dernières années, parfois en tandem avec Mohammed Ben Zayed, l'actuel président émirati, prétend désormais éteindre les conflits régionaux. Le dauphin saoudien profite du désengagement américain du Moyen-Orient et de l'avènement d'un monde multipolaire pour s'ériger en arbitre d'un nouvel ordre régional. Un Moyen-Orient pacifié, où la quête du développement et des investissements transcenderait les vieux clivages, sectaires et géopolitiques.

Selon Steven Heydemann, spécialiste de la région à la Brookings Institution, ces efforts de désescalade marquent *« la consolidation d'une nouvelle architecture de sécurité régionale, (...) qui est peut-être le changement le plus significatif dans les dynamiques régionales depuis l'invasion américaine de l'Irak [en 2003] »*. Une architecture endogène, en rupture avec la « pax americana » instaurée après la première guerre du Golfe, en 1991. En choisissant de tendre la main à l'Iran et à la Syrie, les deux bêtes noires des Etats-Unis dans la région, plutôt que de rallier les accords d'Abraham - les traités de normalisation avec Israël, signés par les EAU et Bahreïn -, « MBS » a pris de front son allié américain.

Les maîtres mots de la realpolitik du prince héritier saoudien sont « stabilité » et « modernisation ». Deux objectifs poursuivis de manière autocratique, dans l'esprit du modèle de développement chinois, qui compte nombre d'émules dans les palais du Golfe. Cette conception avait séduit Mohammed Ben Zayed, dit « MBZ », avant de trouver en « MBS » un nouvel apôtre. Elle inspire le processus de transformation à marche forcée, engagé par les deux souverains dans leurs pays respectifs. « *Le monde approche de l'ère postpétrole et les décideurs politiques du Golfe en sont conscients. Cela les contraint à diversifier leurs économies rapidement, donc à stabiliser leur environnement* », commente Bader Al-Saif, professeur d'histoire à l'université du Koweït. A l'échelle régionale, les EAU ont été pionniers, il y a plusieurs années déjà, dans de nombreux secteurs de pointe hors hydrocarbures, comme le nucléaire civil et le cyberspace.

Vision « désidéologisée et dépolitisée »

La pandémie de Covid-19, qui a fermé les frontières et fait s'effondrer les cours de l'or noir, préfiguration brutale d'un monde sans pétrodollars, a renforcé le sentiment d'urgence. Le plan Vision 2030, élaboré par le royaume saoudien, en 2016, pour rompre sa dépendance aux hydrocarbures, mise sur le développement des industries minières et des services financiers, mais aussi sur le tourisme et le divertissement - deux secteurs allergiques aux tensions géopolitiques. « *Vision 2030 est la boussole de "MBS". Tout ce qu'il fait sur la scène diplomatique vise à faciliter ce programme. Il lui reste vingt ou trente ans avant la fin de l'ère pétrolière. Il doit agir maintenant, baisser le niveau des menaces, pour attirer les investissements* », dit Hussein Ibish, analyste au Arab Gulf States Institute de Washington.

« *Le projet de "MBS" et de "MBZ", c'est la paix des dictateurs, renchérit Stéphane Lacroix, professeur à Sciences Po Paris. On arrête de déstabiliser ses voisins, on les laisse réprimer leur opposition tranquillement, on pacifie l'environnement. Tout cela dans le but de faire de la région un vaste espace de business. C'est une vision très terre à terre, totalement désidéologisée et dépolitisée, menée sur le dos des peuples auxquels il n'a jamais été aussi peu question de donner la parole.* »

Les « printemps arabes » de 2011, qui ont vu des millions de personnes descendre dans la rue aux cris de « *pain, liberté, dignité* », avaient fracturé le Moyen-Orient en trois camps rivaux : l'axe Ankara-Doha, favorable à ces soulèvements qui tendaient à porter au pouvoir les protégés islamistes de ces deux Etats ; l'axe Riyad-Abou Dhabi, opposé à toute remise en question du mode de gouvernance autocratique ; et l'axe Téhéran-Damas, engagé dans la défense de l'arc chiite qui traverse la région. Les guerres par procuration menées par ces trois blocs ont nourri dix années d'instabilité.

Furieux que la chaîne Al-Jazira, caisse de résonance de la diplomatie qatarie, ait galvanisé les ardeurs révolutionnaires arabes, l'Arabie et les Emirats ont développé un contre-projet, à partir de 2013. Le tandem a versé des milliards de dollars au maréchal égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, au général libyen Khalifa Haftar et au futur président tunisien Béji Caïd Essebsi, fers de lance de la restauration autoritaire dans la région. Malgré son soutien au renversement du dictateur libyen Mouammar Kadhafi, Abou Dhabi a poussé le zèle contre-révolutionnaire à intervenir militairement en Cyrénaïque en appui à Haftar, et contre les insurgés de Tripoli et Misrata, financés par le Qatar et la Turquie. Parallèlement, les trois puissances du Golfe, Doha et Riyad en tête, ont armé les rebelles syriens en guerre contre le régime de Bachar Al-Assad, soutenu à bout de bras par le Hezbollah et l'Iran. Une offensive destinée à casser le réseau d'alliances tissé par l'Iran, de l'Irak au Liban, et dont la Syrie est le maillon central.

Guerre des blocs

Cet interventionnisme belliqueux s'est inscrit dans le contexte du désengagement américain du Moyen-Orient, au profit d'un « pivot vers l'Asie ». Le paroxysme de cette politique fut le refus des Etats-Unis d'intervenir en Syrie, en août 2013, après l'attaque chimique contre des civils, à la Ghouta. « *Les "printemps arabes" ont poussé l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iran, Israël et la Turquie à prendre des initiatives pour remodeler la région en leur faveur*, analyse le politologue égyptien Ezzedine Fishere, au Dartmouth College (Etats-Unis). *Ces puissances, plus à l'aise dans une*

logique de rivalités et de conflits que de coopération, ont mis dix ans à comprendre qu'aucun pays de la région ne pouvait dominer les autres et qu'il fallait parvenir à un compromis. »

La guerre des blocs culmine dans la seconde moitié des années 2010. D'une part, les Emirats ont embarqué l'Arabie dans leur croisade contre le Qatar, placé sous embargo diplomatique et commercial, en juin 2017, par ses voisins du Golfe. Doha et son protecteur turc ont répliqué l'année suivante, en instrumentalisant l'affaire Jamal Khashoggi, du nom de ce journaliste saoudien assassiné dans le consulat du royaume, à Istanbul, en octobre 2018. Les révélations, égrenées par les médias turcs avec la bénédiction du président Recep Tayyip Erdogan - notamment sur la scie à os ayant servi à démembrer le chroniqueur du *Washington Post* -, et l'écho planétaire donné à ce crime sordide par Al-Jazira ont terni l'image de Mohammed Ben Salman, boycotté pendant trois ans par les grandes capitales occidentales.

D'autre part, l'Arabie a rallié les Emirats à sa hantise de l'expansionnisme iranien. Tous deux ont déclaré la guerre, au printemps 2015, aux milices houthistes du Yémen, perçues comme la tête de pont de Téhéran dans le sud de la péninsule Arabique. En janvier de l'année suivante, après la mise à sac de son ambassade à Téhéran par des manifestants dénonçant l'exécution, dans le royaume saoudien, d'un célèbre prédicateur chiite, Riyad rompait ses relations diplomatiques avec la République islamique.

L'élection de Donald Trump à la présidence américaine, en novembre 2016, a tendu davantage encore l'atmosphère. Prenant le contre-pied d'Obama, il se retire, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et revient à une logique de « *pression maximale* » sur l'Iran. En réaction, le pays et ses agents au Moyen-Orient - Hezbollah libanais, milices chiites irakiennes et houthistes yéménites - intensifient leurs attaques, frappant des sites pétroliers en Arabie saoudite et aux Emirats, et des navires croisant au large de leurs côtes.

Dégel avec Téhéran

Les bombardements de septembre 2019 sur les installations de la compagnie pétrolière saoudienne Aramco, à Abqaiq et à Khurais, dans l'est du pays, ont constitué à la fois le pic de cette tension régionale et l'amorce de la désescalade. Bien qu'elles aient été attribuées à l'Iran par les services de renseignement occidentaux, les Etats-Unis ont choisi de ne pas répliquer à ces attaques. Les pays du Golfe ont compris que Donald Trump, pas plus que Barack Obama avant lui, n'entendait partir en guerre contre le géant chiite. « *Les Saoudiens et les Emiratis ont réalisé qu'ils n'avaient pas les moyens d'assumer le coût d'un conflit avec l'Iran. Ils ont procédé à une réévaluation de leur politique étrangère. C'est alors qu'on a vu les premiers signaux en faveur d'un dégel avec Téhéran* », souligne Anna Jacobs.

Dans ce recentrage stratégique, les EAU ont été les plus prompts. Après avoir rétabli, dès 2018, leurs relations avec le régime de Damas, ils ont retiré le gros de leurs troupes au Yémen l'année suivante. Abou Dhabi a commencé à infléchir sa posture vis-à-vis de Téhéran à cette époque. Craignant d'apparaître comme un faucon, la fédération émiratie a alterné depuis mesures d'apaisement et mesures d'endiguement. En juillet 2019, après le sabotage de quatre navires au large de l'émirat de Foujeyra, une délégation de garde-côtes des EAU était dépêchée auprès du grand voisin chiite pour renouer le dialogue. Mais, un an plus tard, Abou Dhabi normalisait ses relations avec Israël, une initiative considérée comme un renforcement du front anti-iranien. « *Les Saoudiens emboîtent aujourd'hui le pas aux Emiratis*, note Hussein Ibish. *Ils entrent à leur tour dans une phase de repli et de consolidation diplomatique. Ils n'étaient à l'évidence pas prêts à combattre les Iraniens. Et le Yémen est un borbier dont ils doivent désormais s'extraire.* »

La recomposition régionale actée par le sommet de Djedda est aussi le produit de la victoire de la contre-révolution. Le mouvement des Frères musulmans, principale menace pour les pouvoirs en place, a été balayé dans la région. Ses cadres ont été renvoyés dans la clandestinité, embastillés ou éliminés. L'arrestation, en avril, en Tunisie, de Rached Ghannouchi, le chef du parti Ennahda, déclinaison locale de la confrérie, a symboliquement clos la séquence ouverte par les révoltes de 2011. Fort du déclin des islamistes, Riyad a pris l'initiative de se réconcilier en janvier 2021 avec le Qatar,

mettant fin à trois ans et demi de blocus de la presqu'île. L'Arabie saoudite s'est ensuite rapprochée de la Turquie. Abou Dhabi, initialement réticent, a été contraint de suivre.

Quelques mois plus tard, en avril 2021, Riyad et Téhéran ont ouvert des pourparlers directs, sous les auspices de Bagdad, qui ont abouti à la signature de l'accord du 10 mars 2023, parrainé par Pékin. Les deux grands rivaux régionaux se sont engagés à rouvrir leurs ambassades respectives, et à relancer leurs échanges dans « *le respect de la souveraineté et de la non-interférence dans les affaires internes* ». Plutôt qu'un accord de paix, il s'agit d'un engagement à cogérer les différends au Moyen-Orient, pour éviter qu'ils ne dérapent en conflits ouverts. « *Les relations saoudo-iraniennes ont toujours connu des hauts et des bas, avertit M. Ibish. Les Iraniens n'ont aucune intention de neutraliser leurs relais régionaux, comme le Hezbollah. Cet apaisement est fragile.* »

Voisin très entreprenant

Cet accord a redonné à Riyad le leadership dans la réorganisation régionale, au prix de frictions avec Abou Dhabi, relégué au siège passager. « *L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont une vision similaire de ce qu'ils veulent réaliser dans la région, estime Christian Koch, directeur de la Gulf Research Center Foundation, à Genève. Mais il y a parfois des divergences, qui sont exacerbées par la volonté saoudienne de mener la marche.* »

Souvent critiqués auprès des diplomates occidentaux, l'archaïsme et l'immobilisme qui ont longtemps caractérisé l'Arabie saoudite donnaient le beau rôle aux Emiratis. En comparaison, ils apparaissaient comme l'allié arabe modèle, d'une stabilité à toute épreuve, maniant à la perfection les codes du libéralisme culturel et sociétal occidental. Mais cette époque s'achève. Sous l'impulsion de Mohammed Ben Salman, le grand frère saoudien est sorti de sa léthargie. Les EAU doivent désormais composer avec un voisin très entreprenant, déterminé à rattraper son retard dans la course aux ressources postpétrole. Fût-ce au prix de quelques entorses aux principes de bon voisinage.

Neom, la mégapole écolo-futuriste que « MBS » construit dans le nord-ouest du pays, ambitionne de ravir à Dubaï le titre de la ville qui fait fantasmer toute la planète. Pour peu qu'elles soient dotées d'un statut extraterritorial, autorisant la consommation d'alcool et le port du bikini, les stations balnéaires ultra-luxueuses en chantier sur la rive saoudienne de la mer Rouge ont les moyens de devenir le nouveau repaire de la jet-set arabe, éclipsant les palaces émiratis.

Signe de la compétition entre les deux monarchies du Golfe, l'Arabie a annoncé, en 2021, que les entreprises étrangères dont le siège régional n'est pas installé à Riyad ne pourront plus bénéficier des contrats publics du royaume à partir de 2024. Un autre coup de griffe à Dubaï, qui, en raison de son atmosphère très libérale, est le lieu d'implantation préféré des multinationales opérant dans la région. A cette rivalité économique croissante s'ajoutent une stratégie pétrolière à front renversé - Abou Dhabi insiste pour desserrer les quotas de production de l'OPEP, contrairement à Riyad, qui donne la priorité au maintien des cours à un niveau élevé - et des divergences sur la résolution de la crise yéménite.

Aide au développement revue

La couronne saoudienne a entamé des négociations avec les houthistes, en vue de pacifier ses 1 500 kilomètres de frontière avec la milice pro-iranienne. L'initiative inquiète les Emiratis, qui redoutent que leurs propres intérêts - la préservation de leur zone d'influence dans le Sud - ne soient passés par pertes et profits. « *Les Saoudiens veulent imposer la norme selon laquelle c'est par Riyad, et non par Abou Dhabi, que passe désormais la médiation des conflits régionaux* », souligne M^{me} Jacobs. Les Saoudiens ont été à la manœuvre pour forger le consensus arabe sur la réhabilitation de Bachar Al-Assad, n'hésitant pas à l'imposer au Qatar, réticent à faire ce pas en l'absence d'une solution politique en Syrie.

Dans ce pays, Riyad prévoit d'utiliser la carotte de l'aide à la reconstruction pour contrer l'influence iranienne. « *Compte tenu des sanctions américaines contre le régime syrien, mettre en œuvre ce plan sera un sacré défi*, prévient M^{me} Jacobs. *Il sera très difficile de concurrencer l'Iran dans le domaine*

économique, sans parler du politique ou du sécuritaire. » Le pétrole iranien vendu à la Syrie à prix très bas constitue une assurance-vie pour Damas.

Les dirigeants arabes, qui espèrent que l'apaisement régional conduira à un ruissellement des richesses du Golfe, risquent aussi d'être déçus. Ces dernières années, les pétromonarchies ont révisé leur stratégie d'aide au développement. Leurs investissements se concentrent désormais sur quelques régions et secteurs-clés qui promettent un retour relativement sûr, comme les ports et la logistique, notamment dans la Corne de l'Afrique. *« Il n'y aura pas de grands investissements saoudiens ni d'essor des relations économiques au Moyen-Orient, prédit Karen Young, économiste et spécialiste du Golfe à l'université Columbia. Personne ne va sauver la Syrie ou le Liban. L'Arabie saoudite aurait davantage intérêt à investir en Irak. »*

« Cercle vertueux des dictatures »

L'Égypte a fait l'expérience, douloureuse, de la réorientation de la politique d'aide du Golfe. Après avoir injecté des milliards de dollars dans les coffres de l'État, en 2013, pour stabiliser le pouvoir du président Abdel-Fattah Al-Sissi, les bailleurs saoudiens et émiratis refusent de lui signer un autre chèque en blanc. Malgré des prêts du Fonds monétaire international, accordés en 2016 et 2022, l'Égypte, géant aux pieds d'argile de 105 millions d'habitants, voit son économie sombrer de nouveau.

« Les problèmes économiques qui ont conduit au soulèvement de 2011 n'ont pas été résolus. Ils se sont même aggravés, faisant craindre un "printemps arabe" 2.0. », estime Anna Jacobs. À défaut de pouvoir acheter la paix sociale, le régime égyptien et les autres États de la région misent encore et toujours sur la répression. Répondre au mécontentement populaire par des réformes de gouvernance et une ouverture politique continue de leur paraître inconcevable.

« L'engagement des Golfiens en faveur d'un renouveau autocratique dans la région montre ses limites. Ils aimeraient voir émerger des États stables. Mais, en Égypte, en dépit de toute l'aide qu'ils ont déboursée, les dix dernières années ont été marquées par un affaiblissement des institutions », constate M. Koch. Le cas soudanais témoigne lui aussi des failles de la stabilisation autoritaire chère au duo « MBS »-« MBZ ». Les affrontements qui font rage depuis un mois dans le pays sont le fait des deux généraux - Abdel Fattah Al-Bourhane et Mohammed Hamdan Daglo - sur lesquels Riyad et Abou Dhabi avaient misé, au détriment des forces civiles.

Dans les années 2000, sous l'impulsion de ses conseillers néoconservateurs, le président américain George W. Bush avait pris la tête d'une entreprise de remodelage de la région, baptisée « Grand Moyen-Orient ». Le projet supposait que l'exportation de la démocratie dans le monde arabe mettrait un terme à son instabilité chronique. Pétrie de messianisme, cette belle ambition a rapidement échoué, sa première traduction concrète - le renversement du régime de Saddam Hussein, en 2003 - ayant mené à une catastrophe géopolitique.

« Aujourd'hui, "MBS" et "MBZ" font le pari inverse. Ils tablent sur un prétendu cercle vertueux des dictatures. Et, comme ils n'ont rien d'autre à proposer, les États-Unis se rangent à ce plan », observe Stéphane Lacroix, de Sciences Po. Le « Grand Moyen-Orient » à la mode du Golfe aura-t-il davantage de succès que sa version néoconservatrice ? Le pessimisme n'est pas interdit.

Hélène Sallon Beyrouth, correspondante / Benjamin Barthe à Paris

Document 3

Gilles Kepel : « En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le crépuscule de l'islam politique ? »

Par Gilles Kepel (Le Figaro)

Publié le 05/05/2023 à 10:27, Mis à jour le 05/05/2023 à 10:36

Le président turc Erdogan est candidat à sa propre réélection lors du scrutin présidentiel du 14 mai, mais il devra affronter pour la première fois une opposition unie après 20 ans de pouvoir. OZAN KOSE / AFP

FIGAROVOX/CHRONIQUE - Le directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure voit dans l'assassinat, par la Turquie, du dernier des califes auto-proclamés de Daech le signe que l'islam politique est devenu un handicap pour les régimes qui s'en réclamaient ou l'avaient coopté.

Cet article a aussi été publié sur le site américain al-monitor.com. Gilles Kepel est politologue, spécialiste de l'islam et du monde arabe, est éditorialiste pour Al-Monitor et directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure.

Le président Erdogan, qui affronte une échéance cruciale lors de l'élection présidentielle turque du 14 mai, a annoncé le 30 avril que les services secrets turcs - le MIT - avaient tué le dernier des califes auto-proclamés de « l'État Islamique » (Daech) à Afrin, un territoire syrien sous contrôle de l'armée turque et de ses mercenaires de l'Armée syrienne libre. Il s'agit d'une première : les précédents califes avaient été éliminés par des forces spéciales américaines hélicoptères depuis la zone sous gouvernance kurde du nord-ouest syrien, où elles disposent de bases opérationnelles. Et les États-Unis ont réagi prudemment à cette déclaration, indiquant ne disposer d'aucune information sur l'opération... Pourquoi Erdogan, qui a appliqué pendant ses deux décennies au pouvoir un programme inspiré par l'idéologie des Frères musulmans teintée de chauvinisme turc, a-t-il soudainement annoncé pareille liquidation qui marquait une rupture avec sa mansuétude habituelle envers les groupes jihadistes ? Parce que l'islam politique est aujourd'hui devenu un handicap pour les régimes qui s'en réclamaient ou l'avaient coopté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Et par cette mise en scène, le président espère récupérer les électeurs centristes rebutés par son bilan calamiteux et tentés de donner leur suffrage à la coalition menée par son adversaire laïque Kemal Kılıçdaroglu.

Cette affaire est symptomatique de la distanciation croissante des régimes au pouvoir dans la région par rapport à l'islam politique, avec lequel ils avaient multiplié les accommodements. En Afrique du Nord, le président tunisien Kaïs Saïed vient de faire emprisonner le dirigeant d'Ennahda Rached Ghannouchi, ce qui aurait été inimaginable durant la décennie écoulée depuis les « printemps arabes ». Cela a suscité assez peu de réactions, et le président escompte que cette décision renforcera la légitimation de son autoritarisme, engrangeant de la sorte le soutien des classes moyennes laïques qui mettraient une sourdine à leurs critiques contre la répression tous azimuts. En Algérie et au Maroc voisins, les partis islamistes qui étaient associés au pouvoir, Hamas et PJD, ont été écartés. En Égypte, le président Sissi avait été le précurseur de cette tendance en écrasant l'appareil des Frères musulmans à compter de juillet 2013, quand il avait renversé son prédécesseur qui en était issu. Il a porté à la confrérie quasi centenaire - fondée en 1928 à Ismaïlia par Hassan el-Banna - le pire coup qu'elle ait jamais reçu. Et, pour ce qui est du financement de l'islam politique à travers le monde par les pétrodollars des pays du Golfe, le prince héritier saoudien Mohamed ben Salman, depuis son arrivée au pouvoir en 2017, a coupé les fonds et éliminé toute référence à cette idéologie dans le nouveau discours officiel qui décline la légitimité du pouvoir. Bien que l'imam Mohammad Ibn Abdel Wahhab - qui a donné son nom au « wahhabisme » - soit toujours révérendé comme l'un des deux pères fondateurs du royaume à la fin du XVIIIe siècle avec l'émir Abdel Aziz Ibn Saoud, le puritanisme rigoriste qui émanait de sa doctrine a graduellement été effacé de l'espace public, où concerts de rock, festivals de films et tourisme international, même concernant des personnes LGBT, sont désormais la norme.

Mais cette distanciation ne signifie pas que les régimes en place adhèrent au modèle de la démocratie occidentale. L'alternative émergente en Afrique du Nord et au Moyen-Orient est un autoritarisme légitimé par son efficacité économique-sociale, une gouvernance « illibérale » à la chinoise ou à la russe, qui se réclame d'une idéologie anti-occidentale rejetant colonialisme européen d'hier et impérialisme américain d'aujourd'hui : bouc émissaire pour le mécontentement populaire, les dirigeants locaux étant immunisés comme porte-paroles du « Sud Global » opprimé par le « Nord » occidental. Le phénomène le plus frappant est la ruée de ceux-ci vers des alliances dont le BRICS est la plus englobante, perçues comme remparts contre l'hégémonie occidentale - de l'Otan au G-7 et des États-Unis à l'Union européenne. La Ligue arabe, la Ligue islamique mondiale ou l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ne servaient qu'à promouvoir des enjeux intrinsèques - ainsi de l'identité arabe éternelle d'al-Qods (Jérusalem), retour en grâces sur la scène internationale de la Syrie de Bachar Al-Assad. Les alliances les plus récentes, du BRICS à l'Organisation de coopération de Shanghaï (SCO) en passant par l'OPEP +, combinent une assertion planétaire anti-occidentale et des bénéfices économiques immédiats et tangibles.

Le 6 avril, le cabinet saoudien a approuvé la décision d'intégrer le SCO, dans la foulée de la médiation chinoise avec l'Iran. Cette alliance visant à cimenter un bloc eurasiatique est au cœur de la stratégie russe contre embargo et sanctions des États-Unis et l'Union Européenne après l'invasion de l'Ukraine. Elle a assuré nombre de voix asiatiques ne condamnant pas Moscou à l'ONU. Et la solidarité au sein de l'OPEP + l'a emporté lorsque l'Arabie saoudite a refusé la requête du président Biden, en juillet 2022, d'augmenter la production pétrolière pour affaiblir Moscou - emplissant les coffres saoudiens. Quant au BRICS, qui inclut le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, outre la Russie et la Chine (qui compte pour 70% du poids économique), sa prochaine réunion annuelle en Afrique du Sud fournit l'occasion de présenter leur candidature à l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie et l'Iran - inventaire hétéroclite où la Turquie, membre de l'Otan voisine avec l'Iran, État-voyou selon Washington.

En 2020, les accords d'Abraham avaient été conçus par Donald Trump pour circonvenir l'hostilité des Arabes envers Israël en contrepartie de *joint-ventures* entre la « start-up nation » juive et les Émirats arabes unis riches de leur manne pétrolière ou le Maroc stratégiquement placé. Mais le regain de la colonisation en Cisjordanie menée par M. Netanyahu est devenu un problème pour les signataires arabes. Alors que rejoindre le BRICS ou le SCO ne comporte pas ce type d'effets pervers, et paraît d'autant plus attirant en termes de prospérité dont les populations puissent bénéficier, sans dommage pour les régimes autoritaires. Dans ce contexte, l'islam politique apparaît périmé, parce que rien dans son programme, qui est avant tout doctrinaire, ne traite des questions brûlantes liées à la paupérisation et l'explosion démographique de la jeunesse, un fardeau qui pour l'instant n'est soulagé que par l'émigration illégale vers l'Europe...

Document 4

Un contexte géopolitique favorable à la mutation du système monétaire (et financier) international : vers un modèle bipolaire ?

Interview - 12 septembre 2023 - Le point de vue de Pierre Jaillet

Le récent sommet du forum élargi des BRICS de Johannesburg, dans le prolongement de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie, a cristallisé la volonté de certains grands pays émergents de se soustraire à la domination du dollar dans leurs échanges extérieurs. Ce contexte géopolitique et économique replace-t-il la réforme du système monétaire international au centre des débats ? La perspective d'une mutation de ce système, aujourd'hui encore dominé par le dollar, est-elle réaliste ? Au-delà, quels sont les enjeux d'une telle mutation au regard du cadre institutionnel de la gouvernance économique et financière internationale ?

En quoi les contextes géopolitique et économique actuels replacent-ils la réforme du système monétaire international (SMI) au cœur des débats ?

Le terme de mutation semble ici plus pertinent que celui de « réforme », qui suggère un processus coopératif, alors que nous assistons à une modification des rapports de force internationaux défiant le rôle quasi-hégémonique du dollar. En outre, cette mutation concerne plus globalement le système monétaire et financier international (SMFI). À cet égard, si certains dirigeants, comme le président Lula, ont pu évoquer la possibilité d'une « monnaie commune » à l'occasion du sommet du groupe élargi des BRICS de Johannesburg, la déclaration diffusée à l'issue de ce sommet se borne à préconiser l'utilisation des monnaies locales dans les transactions commerciales et financières internationales et l'interconnexion des systèmes de paiement transfrontières. De fait, si l'adoption d'une monnaie commune par l'ensemble disparate des BRICS paraît illusoire au regard de leurs tailles, de la structure de leurs économies, de leurs divergences de politique économique – nul besoin de convoquer ici la théorie des zones monétaires optimales –, le développement de systèmes de paiement interbancaires alternatifs comme le réseau CIPS (China International Payments System) permet d'ores et déjà de sortir de la dépendance à l'égard du réseau SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*) et du dollar. La guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie et son exclusion de SWIFT accélèrent naturellement le processus de dédollarisation. Des pays n'appliquant pas ces sanctions ont recours à d'autres devises de facturation – principalement le yuan – dans leurs transactions bilatérales, y compris dans leurs échanges de matières premières et de pétrole jusqu'à présent libellés en dollar (cf. les accords récents entre l'Arabie saoudite et la Chine). Notons que, bien avant la guerre en Ukraine, l'incitation à s'émanciper du dollar a été attisée par le renforcement des sanctions américaines contre l'Iran de 2018, exposant ses partenaires aux risques juridiques et financiers liés aux règles d'extraterritorialité imposées par les États-Unis.

La perspective d'un système monétaire international multipolaire est-elle réaliste ? Quelles seraient les conséquences économiques et financières d'une potentielle dédollarisation du monde ?

Une monnaie – qu'elle soit locale, nationale ou internationale – doit classiquement remplir trois fonctions : unité de compte, acceptée comme libellé des transactions commerciales et financières, moyen d'échange servant de véhicule pour ces transactions et enfin réserve de valeur pour les épargnants et investisseurs. Ces fonctions sont étroitement imbriquées. Le dollar domine le SMI actuel (60% des réserves de change, 70% des émissions de dette et près de 50% des facturations) car il reste le plus apte à remplir efficacement ces trois fonctions. Cette domination s'explique non seulement par son poids dans les transactions, y compris celles des firmes multinationales, mais aussi par la taille et de la liquidité de son marché financier, critère crucial pour les investisseurs internationaux privés et publics et le recyclage de l'épargne excédentaire des grands pays exportateurs, notamment pétroliers (c'est aussi une des raisons du plafonnement du rôle international de l'euro, dont les marchés de capitaux demeurent fragmentés). Sous cet angle, le poids du yuan paraît encore marginal (un peu moins de 4% des réserves mondiales) en comparaison du dollar ou même de l'euro (20%). On observe que près de 60% des actifs extérieurs de la Chine sont aujourd'hui encore libellés en dollar, alors que son marché financier demeure étroitement contrôlé et peu ouvert aux investisseurs internationaux. Cependant, une analyse restreinte aux statistiques internationales usuelles sur le poids des monnaies

est trompeuse. Dans une vision plus large et prospective, plusieurs éléments convergent pour suggérer un déplacement du centre de gravité du SMFI plus rapide qu'anticipé :

- La montée en puissance de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AAIB) créée par la Chine en 2014, comptant 60 pays membres et opérant *de facto* en concurrence avec la Banque mondiale et la BAD ;
- L'entrée dans la Nouvelle Banque de Développement (NBD dite la « banque des BRICS ») de nouveaux membres, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, apportant leur force frappe financière ;
- L'essor des crédits aux pays émergents, en premier lieu la Chine, aux pays à faible revenus, le plus souvent en contrepartie d'accords de coopération économiques et commerciaux (leur part est passée de 20% à 50% en 10 ans) ;
- Enfin, l'expansion du réseau de lignes de *swaps* sous l'égide de la People Bank of China, maillage serré de 41 banques centrales, le plus souvent en liaison avec l'initiative de la nouvelle route de la soie.

Se dessine ainsi, à côté du SMFI « officiel » dominé par le dollar et subsidiairement l'euro, un pôle concurrent centré sur la zone Asie-Pacifique, esquissant un SMFI bipolaire dont il est difficile à ce stade de prévoir les incidences sur l'économie mondiale et la stabilité financière internationale (la littérature académique est d'ailleurs peu conclusive sur ce sujet) ; sinon qu'il tend logiquement à éroder « l'exorbitant privilège du dollar » mis à profit par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale pour conforter son leadership dans l'intermédiation financière globale (et accessoirement financer à moindre coût ses déséquilibres extérieurs).

Quelles pourraient-être les incidences sur le cadre institutionnel de la gouvernance économique mondiale ?

L'élargissement du groupe des BRICS illustre la frustration de certains pays émergents au regard d'une gouvernance économique mondiale encore largement verrouillée par des pays « avancés » dont le poids dans l'économie mondiale a pourtant sensiblement reculé, sans qu'ait été ajustée leur influence dans les instances multilatérales. La critique du G7 ne semble même plus d'actualité, tant ce club fermé renvoie l'image des rapports de force économiques et financiers prévalant il y a un demi-siècle. Un point notable, cependant, est que, dans leur déclaration du 23 août, les BRICS, tout en revendiquant une représentation accrue dans les instances internationales, prennent soin de ménager le G20 et valident son leadership économique et financier : « [...] *We reaffirm the importance of the G20 to continue playing the role of the premier multilateral forum in the field of international economic and financial cooperation* [...] ».

Le G20 peut se prévaloir d'une organisation bien rodée et de quelques acquis, comme sa contribution décisive lors de la grande crise financière de 2008-2009 ou plus récemment lors de la pandémie du Covid-19. Mais résister à la concurrence du forum élargi des BRICS, auquel souhaitent adhérer une quarantaine de pays émergents, implique qu'il s'ouvre lui-même davantage, notamment au continent africain, représenté depuis l'origine par la seule Afrique du Sud. La décision prise au sommet de New Delhi des 8 et 9 septembre 2023 d'accueillir l'Union africaine (UA) comme membre permanent va dans ce sens. Elle ne devrait pas fermer la porte à quelques grandes nations africaines (Nigeria, Égypte...). La question se pose aussi d'un *aggiornamento* de l'Union européenne, qui ne compte pas moins de cinq membres sur vingt, une situation mal vécue par les principaux membres et qui pose la question de la « chaise » européenne, sujet encore tabou à Berlin, Paris ou Rome.

En réalité, ce sont surtout les institutions de Bretton Woods, FMI et Banque mondiale, qui sont dans le collimateur des BRICS. Les pays du G7 concentrent encore 45% des quotes-parts du FMI alors que le groupe élargi des BRICS n'en détient que 20%. La part de la Chine, deuxième économie mondiale, se limite à 6,4%, moitié moindre que celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie réunies. Les États-Unis conservent leur privilège exclusif du droit de veto et ces institutions sont systématiquement dirigées par des Américains ou des Européens...

Il ne faut sans doute pas surestimer la portée du sommet ultramédiatisé des BRICS du 23 août, un forum hétéroclite dominé à hauteur de 70% par la Chine en termes de PIB, mais l'évènement constitue une sorte de *wake-up call* que les grandes puissances occidentales auraient tort d'ignorer dans l'optique d'une gouvernance économique mondiale plus efficace face aux enjeux systémiques et plus particulièrement à la transition climatique, auxquels toute la planète est confrontée.



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Copie ayant obtenu la meilleure note

**Spécialité : rédaction et analyse dans
les domaines de la géopolitique**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans la copie communiquée ci-après.



Année : 2023

Concours : Attachés externes

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page: placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



EXAMEN
PREPARATION
MATHS
PHYSIQUE

① d'organisation d'un sommet Afrique - France en 2021, sous la présidence d'Emmanuel Macron et coordonné par l'intellectuel Achille Mbembe, entendait révolutionner les rapports qu'entretient la France avec le continent africain. L'engagement de la France au Sahel, avant l'annonce du retrait de l'opération Barkhane en février 2021, invite en effet à réfléchir à de nouveaux liens. La progressive perte d'influence observée en Afrique est en outre renforcée par l'émergence de nouveaux acteurs (Russie, Chine) venant concurrencer la place de la France sur le continent.

Dans ce contexte, la présidence d'Emmanuel Macron marque-t-elle réellement la fin de la "Françafrique" ?

I) La France a longtemps entretenu un lien privilégié avec l'Afrique (A) qu'elle a tenté de faire perdurer, notamment par le biais des interventions militaires (B)

A. La France compte un grand nombre d'anciennes colonies en Afrique, que ce soit au Sahel ou en Afrique du Nord. Elle a notamment orchestré sa politique africaine à travers le

ministère de la coopération dans les années 70, sous la tutelle de Jacques Foccart. Les échanges commerciaux avec l'Afrique représentaient alors près de 40% des échanges de la France.

B. Cette relation privilégiée a perduré, notamment via les interventions militaires. La France est ainsi intervenue au Tchad (opération Épaveur, 1984) en Côte d'Ivoire (opération Licorne, en 2002) et plus récemment au Sahel (Serval puis Barkhane). Elle a également pu soutenir des régimes alliés, à l'instar de celui d'Omar Bongo, et compléter ses interventions par une aide publique au développement.

II) Le récent désengagement de la France en Afrique (A) invite à repenser les relations avec le continent (B).

A. Les derniers soldats de l'opération Barkhane ont quitté le Sahel en août 2022, les pays de la région préférant se tourner vers d'autres acteurs (Russie, via le SMP Wagner) menant avec eux de nouveaux partenariats (accord sur le nucléaire civil d'octobre 2021). La durée de l'opération a en effet affaibli la popularité française dont les doubles standards (soutien à Mahamat Déby mais condamnation de la junte au Sahel).

B. Dans ce contexte, la France réfléchit à de nouvelles voies. Le rapport des députés Fuchs et Tabarot du 8 novembre 2023 invite à décloisonner la politique africaine, poursuivre la réforme du franc CFA et éviter les doubles standards. La politique française pourrait également davantage s'appuyer sur l'échelon européen, malgré l'échec de Takuba qui a pris fin en juin 2027.

② d'attaque éclair menée par l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh en septembre 2023 a mis en lumière l'instabilité du Caucase.

Cette région, composée d'une multitude d'ethnies et de religions, a connu plusieurs conflits depuis la fin du XX^e siècle, alimentés par l'influence d'États voisins.

Dès lors, la reconquête du Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan marque-t-elle la stabilisation définitive de la région ou, au contraire, son extrême fragilité ?

I, le Caucase est une région historiquement instable (A) dont le conflit au Haut-Karabagh semble catalyser les tensions (B).

A. Le Caucase est peuplé de 150 minorités. Cette mosaïque de peuples a notamment été instrumentalisée par la Russie, le gouvernement de Poutine ayant décidé de soutenir les velléités séparatistes (Abkhazie, Ossétie) dans un contexte de conflit avec la Géorgie, jugée trop pro-occidentale (attaque de 2008). D'autre foyer historique de tensions se trouve entre la Turquie et l'Arménie, alimenté par l'absence de reconnaissance du génocide arménien.

B. La région du Haut-Karabagh semble catalyser les tensions. L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés plusieurs fois pour cette région, donnant lieu à la création d'un groupe de médiation, le groupe de Minsk (Allemagne, France, Russie et Turquie) dans le cadre de l'OSCE. Des récents affrontements de 2020, soutenus par des drones, lancés par l'Azerbaïdjan et la Russie pour l'Arménie, semblait avoir instauré un gel du conflit (avec l'instauration d'un territoire autonome

reconnu par aucun des belligérants).

II) de Caucase n'est à l'heure actuelle toujours pas stabilisé (A) et pourrait être fragilisé par la guerre en Ukraine (B).

A. La reconquête du Haut-Karabagh a ainsi conduit à l'exil de 100 000 réfugiés en Arménie poussant le pays à ratifier le CPI afin de se rapprocher de l'Occident. En effet, le récent conflit a été marqué par l'absence de soutien russe, occupé par la guerre menée en Russie.

B. Toutefois, ce relatif essoufflement des tensions russes ne signifie pas pour autant une désescalade des tensions de la région du Caucase. La Russie est en effet déterminée à entraver tout rapprochement pro-occidental dans la région et est à ce titre prête à nourrir des foyers séparatistes et de déstabilisation, comme en Géorgie.

En outre, bien que la Turquie ait entamé une politique d'ouverture avec l'Arménie (accords de Munich de 2009), les relations entre les deux pays restent sous tensions.

③ Le projet de reconstitution d'un califat par l'État islamique puisait ses sources dans l'islam politique et l'application de la Charia.

Si l'organisation terroriste a été combattue par la coalition internationale otomane Inherent resolve, l'islam politique perdure aujourd'hui dans nombre de régimes institutionnalisés.

Bien que l'on ait pu un temps observer une déviation sans précédent des valeurs et des modes de gouvernance occidentaux, l'islam politique. 4 / 12

Année : 2023

Concours : externe pour le corps
des attachés

Épreuve : Géopolitique



REPUBLIQUE
FRANCAISE
MINISTRE
DE L'EDUCATION
NATIONALE

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

a su se transformer et devient aujourd'hui un moyen de contestation de l'hégémonie occidentale.

Dans ce contexte, observe-t-on un déclin ou bien une prégnance de l'islam politique ?

→) L'islam politique a souvent donné lieu à des régimes autoritaires (A) qui ont pu par la suite connaître des signes d'ouverture (B).

A. L'application de l'islam à la vie politique étant un projet totalitaire, il a pu donner lieu à des régimes autoritaires. En effet, une application stricte de la religion laisse peu de place à la contestation. Ainsi, l'Arabie Saoudite proclame sa loi comme Constitution, c'est le Iran.

En Iran, la révolution islamiste de l'Ayatollah Khomeiny en 1979 était destinée à combattre l'influence de l'Occident dans le pays et a donné lieu à un régime particulièrement autoritaire.

B. Dans certains pays, l'islam politique est toutefois apparu soit en déclin, soit a dû faire des concessions. Par exemple, Nasser a instauré un régime laïc et militaire en Egypte à la suite de la révolution des Colonels, à l'instar de Saddam Hussein en Irak.

D'autre part, l'Arabie Saoudite a accepté d'instaurer 5/17.

un conseil consultatif en 1991 pour tempérer l'absolutisme de la monarchie et a introduit des élections municipales en 2005.

II. d'islam politique - perdue sous différentes formes (A) et conteste de surcroît l'hégémonie occidentale (B)

A. Dans un premier temps, les printemps arabes ont pu favoriser l'essor de partis islamistes tels le parti Ennahda en Tunisie ou bien le parti Justice et développement au Maroc.

Dans un second temps, l'islam politique perdure à travers le développement d'organisations terroristes. Al Qaeda est spécifiquement marqué par une idéologie islamiste et anti-occident à l'instar du groupe Boko Haram ("l'éducation occidentale est un péché") qui révit au Nigeria.

B. Aujourd'hui, l'islam politique de l'Arabie Saoudite et des pays du Golfe ne traduit notamment par l'émergence d'un soft power qui vient contester l'influence occidentale. L'Arabie Saoudite s'appuie par sa place sur l'Organisation de la Coopération islamique et les pays du Golfe en accueillant de grands événements populaires (coupe du monde de football, Cop28).

(4) À l'issue du sommet de l'APEC, en novembre 2023, le président Joe Biden a qualifié le président Xi Jinping de "dictateur", insistant sur la dimension autocratique du modèle chinois. Le modèle autocratique est caractérisé par une gestion autoritaire et verrouillée du pouvoir, à l'inverse de la démocratie dont le pouvoir

deit appartenir au peuple. Or, au printemps 2022, l'institut suédois V-dem a annoncé que les démocraties étaient revenues au niveau d'avant 1989. Dans le même temps, on observe une vague dite "populiste" dans certaines démocraties (élection de Javier Milei en Argentine) dont certaines propositions ont de clairs accents autoritaires.

Dès lors, le modèle autoritaire peut-il prendre le pas sur la majorité de gouvernements démocratiques?

I) Des modèles autoritaires se sont développés en opposition aux valeurs défendues par l'Occident (A) et ont pu obtenir des succès (B).

A. La Chine et la Russie sont tout d'abord deux incarnations du modèle autoritaire. En effet, malgré les quatre modernisations mises en place par Deng Xiaoping (1979), Xi Jinping a instauré un régime autoritaire, s'appuyant sur les 90 millions de membres du PCC et ayant supprimé la limitation de mandats, à l'instar de Vladimir Poutine. Le dernier, peu que la chute de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle a été élu sur un programme de grandeur nationale.

B. Les régimes autoritaires ont obtenu un certain nombre de succès sur la scène internationale. Les deux États sont dotés de l'arme nucléaire et réussissent à peser sur l'ordre géopolitique à travers le CSNU ou leurs alliances. De plus, la Chine est devenue la seconde économie mondiale en 2010, devenant un concurrent direct des États-Unis.

II) Les modèles autoritaires comportent un certain nombre de faiblesses (A) qui plaident pour l'adoption du modèle démocratique (B).

A. En premier lieu, les régimes autoritaires souffrent de faiblesse sur la scène internationale. L'Iran et la Corée du Nord ont par exemple été mis sous embargo.

En deuxième lieu, des dysfonctionnements internes peuvent entraver l'attractivité des autorités. Ainsi, le PIB de la Chine par habitant (10 000 \$) est inférieur à celui des États-Unis (65 000 \$). En outre, son industrie et sa recherche ne sont pour l'instant pas encore montées en gamme (premier Prix Nobel scientifique en 2015 seulement). Concernant la Russie, elle souffre d'un faible PIB (égal à celui de l'Italie en 2020) et elle apparaît affaiblie par la guerre menée en Ukraine.

B. L'attractivité du modèle démocratique est donc aujourd'hui inégale, ce qui semble confirmé par les phénomènes migratoires. En effet, près de six millions de personnes auraient déjà fui le Venezuela pour les États-Unis. De la même manière, les Ukrainiens ont fait le choix d'un rapprochement avec l'Europe (accord d'association achevé en 2014) au détriment de la Russie.

Année : 2023

Concours : attachés externes

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon



EXAMEN
D'ADMISSION
2023
2024

⑤ En mai 2023, Bachar el-Assad réintégrait la Ligue arabe, une union composée de 22 pays et 450 millions d'habitants.

Le conflit syrien qui perdure depuis 2011 avait mis le dirigeant au banc de la société internationale, y compris arabe. Sa réintégration témoigne d'un phénomène de recomposition géopolitique au Moyen-Orient, dans un contexte de désengagement occidental dans la région.

Des lors, comment interpréter la réintégration de Bachar el-Assad dans la Ligue arabe?

I) Bachar el-Assad n'est retrouvé isolé en raison d'une guerre civile meurtrière (A) mais demeure à la tête de la Syrie, notamment grâce à des alliés (B)

A. La guerre civile syrienne a débuté durant le Printemps arabe de 2011, lorsque une partie du peuple syrien s'est mobilisée pour obtenir le départ d'Al-Assad. Le dernier avait mis en place un régime autoritaire, prenant appui sur la minorité alaouite du pays.

B. Contrairement à la majorité des pays traversés par le Printemps arabe, le conflit n'est enlisé, favorisant la naissance d'organisations

terroristes à l'instar de l'Etat Islamique. Le combat contre cette dernière a ainsi assuré le maintien du gouvernement de Bachar el-Assad, ce dernier devenant un allié de circonstance.

Outre la menace terroriste, le dirigeant a pu profiter de l'appui d'alliés: l'Iran, autre puissance chiite et la Russie.

II) La réintégration de Bachar el-Assad prend aujourd'hui part dans un contexte de recomposition du Moyen-Orient (A) et de désengagement occidental (B).

A. Le Moyen-Orient fait aujourd'hui l'objet d'un certain nombre de recompositions géopolitiques, transcendant les traditionnelles alliances:

Tout d'abord, les accords Abraham signés le 15 septembre 2020 ont bouleversé l'histoire coalition du monde arabe contre Israël. Par la suite, la reprise des relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran, en mars 2023, atténue l'affrontement chiite/sunnite. Enfin, la réintégration de Bachar el-Assad dans la Ligue arabe, officialisée en Arabie Saoudite, témoigne d'une réorganisation éloignée de l'égide occidentale.

B. En effet, après avoir adopté une politique de "Greater Middle East", les États-Unis ont décidé d'un pivot vers l'Asie sous l'administration d'Obama.

En parallèle, on observe une montée en puissance de l'Arabie Saoudite, qui compte mener à bien son projet Vision 2030 et bénéficierait d'un environnement stabilisé, ou bien encore du Qatar, médiateur dans le conflit israélo-palestinien.

La réintégration de Bachar el-Assad témoigne donc d'une recomposition du Moyen-Orient

éloignée des valeurs occidentales.

⑥ La République centrafricaine a annoncé l'adoption du bitcoin en tant que monnaie officielle, devenant ainsi le second pays, après le Salvador, à recourir à une cryptomonnaie.

d'essor de cette dernière illustre la progressive contestation de la monnaie, notamment du dollar. Le dernier est un vecteur majeur de la puissance des États-Unis sur la scène internationale qui se trouve aujourd'hui concurrencée par de nouvelles puissances économiques.

Dans ce contexte, les nouveaux rapports de forces monétaires risquent-ils d'aboutir à une dédollarisation?

I) Traduisant " l'hyperspuissance américaine (A) le dollar est aujourd'hui concurrencé (B)

A. À l'issue de la Seconde guerre mondiale, les accords de Bretton Woods ont marqué la toute puissance du dollar dans le commerce international. En dépit de la fin de la convertibilité de l'or en dollars, actée sous la présidence de Nixon, la monnaie américaine reste majoritaire dans le système monétaire international, notamment dans le panier de poids et tréasuries spéciaux du FMI.

B. Le monopole du dollar est cependant concurrencé par d'autres monnaies, à l'instar du yuan. Cette dernière fait également partie des BIS et la Chine n'hésite pas à tirer une concurrence commerciale aux États-Unis à l'aide de la dévaluation du yuan. En outre, la Chine développe des systèmes de paiements alternatifs à l'instar du CIPS.

II) d'élargissement des BRICS et la cryptomonnaie peuvent être perçus comme des menaces à l'hégémonie du dollar (A) mais comportent des limites (B).

A. d'annonce de la création des BRICS+ au sommet de Johannesburg le 22 août 2023 est perçue par certains comme une tentative d'instrumentalisation par la Chine pour concurrencer les États-Unis. Cette dernière, dont le PIB pourrait dépasser les États-Unis à l'horizon 2027, voudrait transformer les BRICS en alliance économique.

Ce nouvel axe géopolitique, combiné à l'apparition de nouvelles monnaies, pourrait à terme menacer le dollar.

B. Les nouvelles données comportent toutefois des limites. Tout d'abord, l'alliance des BRICS ne dispose pour l'instant pas d'instances communes et semble peu le moment incapable d'adopter un positionnement commun (pas de déclaration sur Gaza). Ensuite, concernant la cryptomonnaie, cette dernière apparaît comme un moyen de transaction encore fragile, en témoigne le crash de la plateforme FTX à l'automne 2022.